



Information sur la situation du Burkina Faso et particulièrement de la région de Kaya transmise par Augustin NIKIEMA, coordonnateur de Ecoles Pour Tous Kaya .

SITUATION DE ECOLE POUR TOUS-KAYA DANS LE CONTEXTE DE D'INSECURITE QUE CONNAIT LE BURKINA FASO

CONTEXTE GENERAL

Les trois dernières années ont été particulièrement difficiles pour les habitants des pays des hommes intègres. Cette période de l'après règne du Président Blaise COMPAORE a plongé le Burkina dans une série de crises sociopolitiques. Les mouvements d'humeur dans les administrations publiques, les grèves des élèves et étudiants, la grogne de la société civile se sont accrus radicalement. A ce climat sociopolitique précaire s'ajoute la dégradation sécuritaire qui a pris de l'ampleur vers la fin de l'année 2019. Le pays est agressé à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières par des groupes armés, non identifiés pour la plupart du temps.

Les causes de cette série noire sont multiples et multiformes. Si certaines voix s'élèvent pour dénoncer les manœuvres belliqueuses des partisans du régime précédent, d'autres privilégient le contexte sous régional alimenté par les foyers de tension au Nord du Mali et la guerre en Lybie.

A ce stade, on peut être moins sûr des causes réelles de ces crises, mais le constat sur les conséquences sont énormes et visibles dans tous les secteurs de développement. L'administration publique fonctionne partiellement dans la plupart des localités des Régions administratives du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est. C'est au moins 15 provinces du pays qui voient leurs activités socio économiques et administratives perturbées.

Au-delà de la sécurité des personnes et des biens, c'est l'école qui paie le plus lourd tribut dans ce vaste champ de crise. Des centaines d'écoles, lycées et collèges sont fermés depuis le début de l'année 2019 suite aux menaces terroristes dans les provinces concernées, et ceux qui ne sont pas sur cette liste, se retrouvent pris au piège des mouvements des syndicats qui paralysent le système éducatif depuis plusieurs semaines.

EVOLUTION DE LA SITUATION SECURITAIRE SUR LE TERRAIN

Dans le cas spécifique de la situation sécuritaire, le Burkina Faso connaît une crise sans précédent. Les attaques armées sur le terrain ont atteint un degré de violence qui crée la psychose au sein des populations.

Au début, les cibles principales étaient les positions de l'armée, les représentants locaux de l'Etat et les leaders communautaires, mais rapidement les agressions se sont étendues aux écoles.

De nos jours ce sont les lieux de culte et les responsables religieux qui sont dans leur viseur des assaillants. Les événements de Yirgou, Dablo, Pensa, pour ne citer que ceux-ci, en disent long sur l'ampleur de la situation sur le terrain.

Les difficultés d'accès des zones investies par les terroristes accroissent la vulnérabilité des populations riveraines. Abandonnées à elles-mêmes, elles sont contraintes de migrer vers les villes les plus proches, en l'occurrence les chefs-lieux des départements.

En outre, en plus de la question de la sécurité des personnes et des biens que relayent tous les jours les médias locaux et internationaux, une crise humanitaire se dessine sur le terrain. Les populations, qui ont déjà tout perdu (bétails volés, greniers et marchés incendiés dans certains cas), fuient en masse leurs villages, quoique que ce soit la période de l'année où elles préparent les travaux champêtres, dont elles dépendent principalement pour leur survie.

Bien que les services sociaux de l'Etat, les associations humanitaires et de nombreuses bonnes volontés soient à pied d'œuvre pour apporter de l'aide aux familles déplacées, la situation s'annonce assez grave si ces milliers de familles n'arrivent pas à cultiver cette année. La plupart des ménages déplacés vivaient déjà dans la pauvreté avec la dégradation progressive des sols arables et les caprices de la pluviométrie de plus en plus sévères au fil des années.

SITUATION DANS LES ECOLES DE LA DDEC-KAYA

Dans les zones directement concernées par les agressions armées, il règne une situation de désolation et de panique généralisée au sein des populations. L'incidence de cet état des faits sur le système éducatif est palpable. Des centaines d'écoles ont été fermées et les enseignants ont déserté les lieux depuis plusieurs semaines, voire des mois. Aucune école publique dans ces zones n'est ouverte actuellement.

Les rares écoles fonctionnelles, dans le cas de la région de Kaya, sont les écoles catholiques. Malgré les intimidations et les risques d'agression, l'ensemble de nos écoles, lycées et collèges étaient restées ouvertes jusqu'en fin avril où les menaces avaient pris de nouvelles proportions avec l'assassinat des enseignants dans le Centre-Ouest et les agressions sur les lieux de culte.

Il fallait se rendre à l'évidence également et fermer les établissements dont les voisins immédiats ont été visités plusieurs fois par les assaillants, parce qu'en plus de la présence des risques d'agression des enseignants, les classes se vidaient de leurs élèves. Certains parents avaient commencé à garder les enfants à la maison, surtout ceux qui habitent loin de l'école.

La DDEC a suivi le fil des événements qui ont conduit à la détérioration de la situation dans leurs écoles, lycées et collèges.

Face à ce cas de force majeure, la décision a été prise de fermer temporairement les établissements dans les zones à haut risque.

La situation au primaire à cette date se traduit par la fermeture de sept (07) écoles sur seize (16). La fermeture temporaire de ces sept écoles, met en d'autres termes, 1575 élèves (791 garçons et 784 filles) dans la rue depuis le début du mois de mai. 189 (71 garçons et 118 filles) de ce lot sont candidats à l'examen du Certificat d'Etudes Primaires (CEP).

Les sept écoles primaires concernées sont :

- 1. St Jean-Baptiste de Pissila ;**
- 2. St André de Basneré ;**
- 3. Amitié de Toecé ;**
- 4. Jean-Baptiste de la Salle de Bascondo ;**
- 5. Jean Bosco de Keglsé**
- 6. Dieter MOLL de Ilyalla ;**
- 7. St Antoine de Yimboulsa.**

Au secondaire la situation n'est guère reluisante. Quatre lycées et collèges sur les huit qui relèvent de la gestion directe de la DDEC sont également fermés, ce qui met dehors 483 élèves (212 garçons et 271 filles). Si l'on considère qu'il y a parmi eux 141 élèves (64 garçons et 77 filles) qui sont candidats au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) dont les épreuves débutent le 6 juin prochain, on comprend déjà les conséquences directes de la crise sur le système éducatif.

Les lycées et collèges fermés sont :

1. **Le lycée Pierre de Konéan**
2. **Le Lycée Naba Koom de Lebda**
3. **Le collège Ste Monique de Namsigui**
4. **Le collège St André de Basneré**

D'une manière générale, le bon déroulement de l'année scolaire 2018-2019 dans ces écoles, lycées et collèges se retrouve compromis. C'est bientôt les vacances et même si des dispositions sont prises pour permettre aux enseignants de rejoindre leurs postes, il sera très difficile que les parents acceptent que les enfants reprennent le chemin de l'école cette année avec la précarité sécuritaire qui règne toujours dans cette partie du pays.

SITUATION DE QUELQUES LOCALITES ABRITANT NOS ECOLES

- **Pissila** (Ecole primaire St Jean-Baptiste) : il y a eu plusieurs attaques perpétrées dans ce village à 30 km de Kaya, et des écoles ont été menacées. Ce qui a conduit à la fermeture des classes à l'école Saint Jean-Baptiste de Pissila. Ils envisagent de reprendre surtout avec le CM2 si la situation se calme.
- **Basnere** (Ecole Primaire St André ; Collège St André): Cela a commencé dans des zones situées à quelques kilomètres ; aux dernières nouvelles, les terroristes étaient à sept (07) kilomètres et selon d'autres sources ils seraient les prochaines fois au centre de Basneré. Les écoles voisines publiques ayant reçu des menaces ont fermé. Seule l'école Saint André, après quarante-huit heures de fermeture (48h) avait repris avec à peine la moitié des élèves mais vu que les menaces persistaient dans les environs, ils ont fini par fermer.
- **Bascondo** (Ecole primaire de la Salle) : est en plein zone d'alerte et non loin des localités déjà attaquées (Dablo) où toutes les écoles publiques sont fermées. Cette école était administrativement en cours de fermeture car elle est située en pleine brousse avec quelques habitants et loin d'un poste de sécurité et n'ayant pas non plus à leur côté les forces de défense couramment appelées Kogleweoogo (groupe d'auto-défense).
- **Keglsé** (Ecole primaire St Jean Bosco) : depuis le 20 novembre 2017, et ce, pendant l'année scolaire 2017-2018 à nos jours, Keglsé (à une soixantaine de kilomètres de Kaya en passant par Barsalgho) vit dans la peur et la psychose, car des écoles publiques voisines étaient brûlées, des biens pillés, affrontements entre FDS et assaillants, etc. Ils avaient pu terminer l'année 2017-2018 grâce à la présence des "Kogleweoogo" dont le groupe était constitué de plusieurs parents d'élèves. Cette année 2018-2019, ils avaient repris les cours toujours appuyés par les "Kogleweoogo" mais étant souvent perturbés par le passage des assaillants, ils n'ont pas pu faire d'évaluations au premier trimestre. Et depuis janvier 2019 avec les massacres de Yirgou ayant occasionné la migration, beaucoup d'élèves étaient partis avec les parents. Avec l'appui du bureau APE et les forces de l'ordre qui avaient commencé à prendre plus de place, ils ont eu juste le temps de faire leurs évaluations avant de désertir les lieux.
- **Barsalogho** (Ecole primaire St Joseph, Lycée Jean-Paul II) : était en pleine activité sans trop de dérangement mais au vu de la situation qui a prévalu à Dablo, la DDEC a ordonné la fermeture provisoire des classes. Après les nouvelles de dernière minute ils ont repris les cours ce matin du lundi 20 mai 2019.
- **Yimboulsa** (Ecole primaire St Antoine de Yimboulsa) : non loin de Barsalgho évoluait au même rythme que cette zone. Cette semaine, ils avaient essayé de reprendre les cours mais l'IP-Directeur a signalé l'absence des enseignants de son école et il les a contactés sans suite favorable.

PERSPECTIVES

En réponse à la situation sécuritaire dans les régions du Burkina, l'Etat a entrepris des actions militaires d'envergure qui ont commencé par la région de l'Est. Cette intervention musclée a permis de démanteler plusieurs réseaux de malfaiteurs et leurs nombreux complices. Elle se poursuit actuellement dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre-Nord, où elle est dénommée « Dofou » dans la langue fulfuldé, qui veut dire « déraciner ».

Les populations placent un grand espoir en ces actions entreprises par l'Etat, même si l'issue demeure aléatoire. Comment de temps cela prend-il ? Arriveront-ils à en venir à bout ? Autant de questions qui préoccupent les populations burkinabès de ces localités, particulièrement celles de la région de Kaya et les zones concernées, auxquelles malheureusement personne ne peut apporter une réponse claire pour le moment.

Cependant, à défaut de trouver une réponse globale à la situation de ses écoles, la DDEC a développé des actions de proximité pour accompagner surtout les élèves en classe d'examen. A Kaya par exemple, des salles ont été aménagées dans un centre d'accueil paroissial en centre-ville pour permettre aux professeurs de continuer à encadrer les élèves des lycées et collèges proches de la ville de Kaya.

Aux dernières nouvelles les autorités éducatives ont confirmé le maintien du calendrier initial des examens. Des mesures sont prises pour permettre la participation aux sessions ordinaires des candidats issus des établissements où le taux d'exécution des programmes scolaires a atteint le seuil de 50%. Là où les niveaux d'exécution seront inférieurs à ce seuil, mais quand même au-dessus de 10 %, ceux là prendront part à des sessions spéciales. Par contre, ceux qui seront en deçà de 10% seront tout simplement victimes d'une année blanche.

Il faut souligner qu'en dehors du cas spécifique de l'école primaire St Jean Bosco de Kegsé, le reste des établissements scolaires a atteint le seuil de 50% et pourra prendre part aux sessions normales des examens, si d'autres événements n'interfèrent pas à la dernière minute.

CONCLUSION

Il est sans doute trop tôt de spéculer sur l'issue de cette crise aux causes multiples que vit notre pays depuis les quatre dernières années. Néanmoins, l'envergure des actions entreprises par l'Etat burkinabè laisse poindre une lueur d'espoir pour les semaines ou les mois à venir.

En attendant, les initiatives se multiplient de part et d'autres des acteurs, pour sauver ce qui reste de l'année scolaire en cours dans les provinces concernées.

Tout compte fait, ils seront des milliers d'élèves dont le cursus scolaire se retrouve définitivement compromis par la crise.

A n'en pas douter, la situation est difficile et angoissante sur le terrain et nous vous invitons à rester en union avec le peuple burkinabè en général, et les populations de la région de Kaya en particulier, pour que le Tout Puissant dans sa Miséricorde nous accorde sa Paix.